

J. C. ROUX

GÉOGRAPHE

**LE "BOOM" DU NICKEL
DE 1968 à 1972
EN NOUVELLE CALÉDONIE**



MYTHES ET RÉALITÉS ÉCONOMIQUES



Document provisoire - Diffusion restreinte



OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE - MER

CENTRE DE NOUMÉA - NOUVELLE CALÉDONIE

BP A/5 NOUMÉA CEDEX

1976

CENTRE DE NOUMEA

Section des Sciences Humaines

- Géographie -

LE "BOOM" DU NICKEL DE 1968 à 1972 EN NOUVELLE-CALÉDONIE

BILANS ET EFFETS ECONOMIQUES

Jean-Claude ROUX

Géographe

Document provisoire
Diffusion restreinte

- NOUMEA 1976 -

I • L'EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE	2
a) la balance des échanges	3
b) Nature des exportations dans la période de haute conjuncture 1967 - 1974.....	4
c) Les importations	5
II • EMPLOIS ET ACTIVITES	6
a) Les salariés et leur répartition	6
b) Evolution de la taille des entreprises	9
c) Le poids de l'entreprise S.L.N.	10
III • REALITES ET CONSEQUENCES ECONOMIQUES DU BOOM AU NIVEAU CONJONCTUREL ET STRUCTUREL	11
a) Evolution du produit intérieur brut	11
b) Evolution des crédits au secteur privé	13
c) Evolution du budget Territorial et Etat	15
IV - LA CRISE EN NOUVELLE CALEDONIE	17
a) Ralentissement de l'activité générale	18
b) Les activités périphériques	19
c) Crise de l'emploi et renversement négatif des Mi- grations	20
d) Constats et perspectives	24
BIBLIOGRAPHIE	28

Au moins jusqu'en 1965, la Nouvelle-Calédonie pouvait se définir comme un Territoire somnolent, confiné à l'extrémité Sud de la Mélanésie, n'atteignant pas les 100.000 habitants. Le pays aurait été dans la même situation économique que de nombreux autres archipels de la région, s'il n'avait pas disposé d'énormes gisements de Nickel découverts en 1874 et exploités depuis, en même temps que le chrome ou que le cuivre, et qui firent sa richesse et lui donnèrent une certaine notoriété malgré sa modeste taille (19.800 km²) parmi les grandes régions minières du Monde. Seul le Nickel, en 1965 continuait à être exploité à une grande échelle.

La vente de minerai de Nickel et des produits de fusion fournis par l'usine de Doniambo assurait le gros des exportations du Territoire qui comprenaient aussi un peu de coprah et de café, derniers vestiges des espoirs de ceux qui crurent pendant longtemps faire prospérer une Nouvelle-Calédonie rurale aujourd'hui en plein marasme (1).

Le Territoire, en dehors de la poche urbaine de Nouméa et des quelques centres miniers de brousse, vivait presque en léthargie. La moitié de sa population était d'origine Mélanésienne et sortait à peine d'une sorte d'hibernation passée dans des réserves autochtones, vivant souvent encore à un rythme traditionnel et ignorant en partie les réalités de l'économie moderne, ses disciplines et ses impératifs. L'autre moitié de la population comprenait essentiellement un fond de population d'origine Européenne ayant fait souche dans le pays et sur lequel se greffaient des communautés ethniques, composées d'anciens travailleurs, venus sous contrat au temps de "la colonie" : les Javanais et les Vietnamiens, qui avaient fait souche. Une faible communauté Polynésienne (Tahitiens et Wallisiens) s'était assez récemment implantée. Un Etat-Major de familles Métropolitaines enfin, administrait le pays ou dirigeait les grandes affaires.

L'organisation économique était succincte : un secteur basé sur le Nickel, tout puissant et jouant un rôle essentiel. Ensuite, les sociétés de commerce qui étaient peu nombreuses et assez anciennes, souvent polyvalentes et regroupant le commerce de détail, les transports, l'élevage, voire

(1) Voir : Bilans et Perspectives de l'Economie Rurale de la Nouvelle-Calédonie (un siècle d'expériences contrariées) par J.C. ROUX, 60 pages + figures. Publication n° du centre de Productivité Industrielle de Nouméa - 1977.

les mines pour les plus puissantes. Une seule banque dominait par un monopole de fait l'économie du Territoire. C'est dans ce cadre étroit sinon étriqué, avec une assiette humaine presque dérisoire par ses effectifs, dans un Territoire négligé au niveau des équipements de base, et où le conservatisme des idées comme le laxisme d'une économie sans fiscalité directe marquaient les structures, que va se dérouler le "boom" du Nickel. D'autres "booms" avaient eu lieu dans le passé, ce dernier semble avoir durablement changé et la physionomie humaine du pays par une arrivée massive de migrants (25.000 environ), et les ressorts de son économie comme de sa psychologie.

Aujourd'hui, les lampions de la fête sont éteints ; récession, crise profonde de l'économie locale, incertitude sur l'avenir, amènent certains à dénoncer le temps des facilités connues pendant quatre ans (1968-1972) et à s'interroger sur l'avenir économique du Territoire.

Quelle est derrière le mythe du boom et ses désillusions, la réalité du phénomène ? A partir de quelle situation et comment, est-on arrivé à la crise actuelle ? Quelles sont les conséquences actuellement perceptibles de ce bouleversement qui vient de s'achever ?

Telles sont les questions que nous entendons poser grâce à une analyse des faits économiques afin de dessiner les contours du phénomène et appréhender ses conséquences.

Nous pouvons appuyer notre analyse du phénomène du boom de 1968 à 1973 par un ensemble de facteurs ayant un rôle d'indicateurs économiques se répartissant à trois niveaux :

- I - L'évolution de la balance commerciale (entrée, sortie, nature import-export)
- II - L'évolution des agents économiques majeurs : Mines, métallurgie emplois et secteur public, budgets, crédits.
- III - Conséquences conjoncturelles et structurelles.
- IV - La crise actuelle et ses conséquences.

I - L'EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE DE LA NOUVELLE-CALEDONIE (1967/1974).

Il est toujours difficile de dater la naissance d'une période économique, la balance des échanges permet de saisir l'ampleur et la nature des mouvements réalisés et de les situer dans le temps.

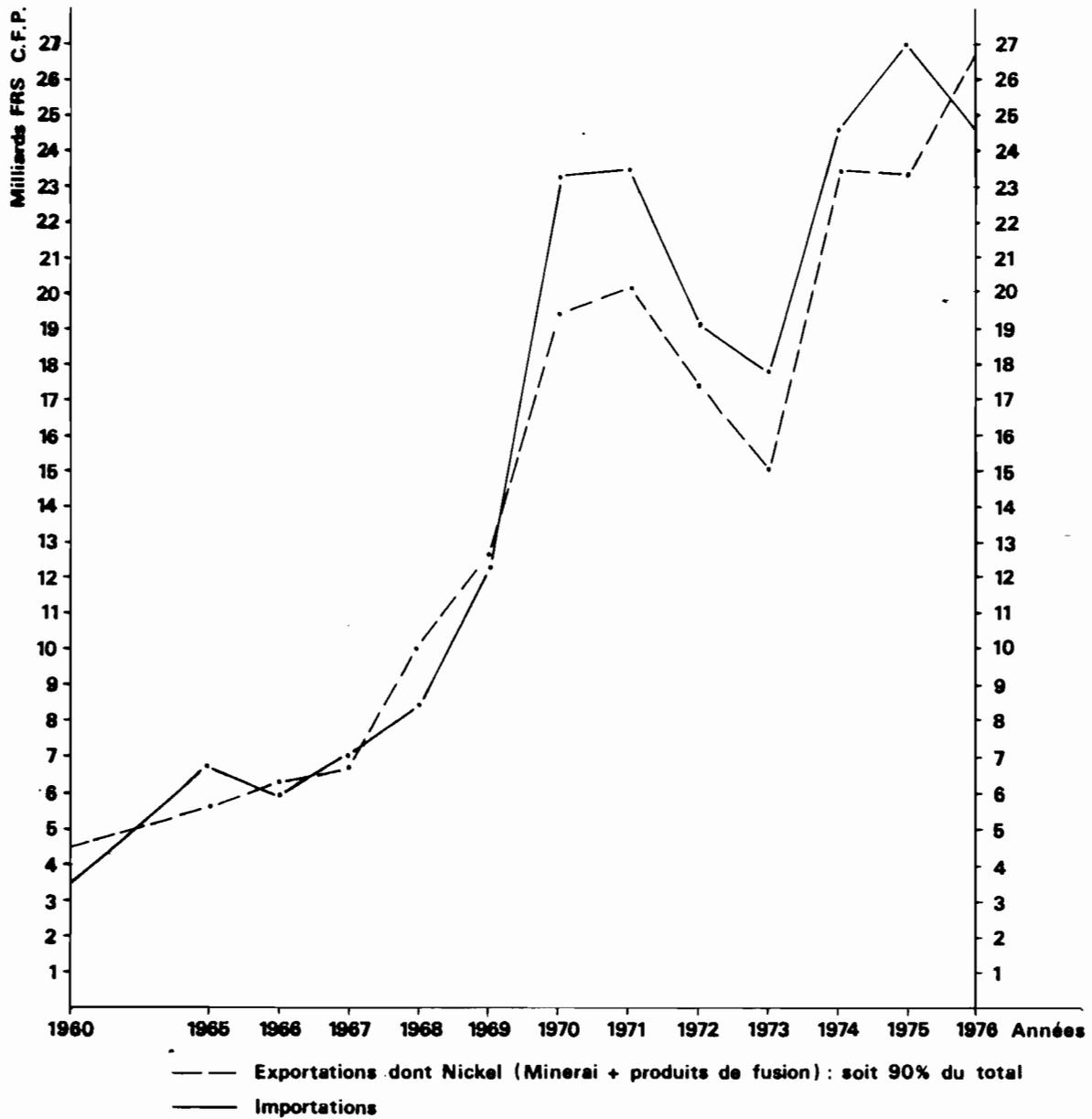
a) La balance des échanges : (voir graphique)

Si nous nous plaçons dans une perspective globale d'analyse de la balance commerciale, celle-ci commence à traduire à partir de 1967 une amplification de ses mouvements. Cette année-là voit un décrochage vers le haut des exportations et surtout des importations (6,74 et 7,06 milliards de francs pacifiques respectivement). En 1968, ce décrochage devient décollage (10,16 et 8,35 milliards pacifiques), pour la balance commerciale. L'année 1969 amplifie le mouvement (+ 25 % aux exportations, + 46 % aux importations) ; la Nouvelle-Calédonie à cette date est en pleine phase d'ascension de ses échanges. C'est l'année 1970 qui connaît les résultats les plus spectaculaires avec des accélérations très brutales pour les échanges enregistrés. Les exportations augmentent de près de 60 % et les importations de 90 % environ. En 1970, la valeur des exportations s'établit à 19,36 milliards contre 6,74 en 1967 (et 4,60 en 1960) soit presque un quadruplement en 10 ans et près d'un triplement en 3 ans. Pour les importations, la croissance est encore plus accentuée puisque la valeur des importations atteint 23,27 milliards de francs CFP, soit sept fois plus qu'en 1960 (3,44) si on prend un repère décennal, et plus d'un triplement par rapport à 1967 (7,06). En 1971, on assiste encore à une légère progression des postes import et export (20,18 et 23,50 milliards respectivement). Par contre les années 1972 et 1973 sont celles de la décrue qui devient sensible en 1973 avec près de 25 % de recul pour les postes entrées et sorties.

Ainsi le "boom" si on essaie de le situer dans le temps, combine des temps "longs" avec une progression régulière et sensible de la balance commerciale dans ses entrées et sorties et une poussée très brutale et très courte dans le temps qui se traduit dans les chiffres de 1970, ensuite avec une stabilisation qui reste positive en 1971 et une décrue appuyée en 1972 (- 12,5 % aux exportations, - 19 % aux importations) amplifiée encore en 1973 avec 22 % de chute des exportations par rapport à 1970, et de 23 % aux importations.

L'année 1974, apparaît à nouveau comme une année de rupture. Brutalement, les chiffres propres aux exportations comme aux importations se redressent et se situent à un niveau record (23,33 et 24,63 milliards pour les exportations et les importations, chiffres à mettre en parallèle avec les résultats records de 1970, 19,36 et 23,27 milliards). Ces chiffres

Evolution de la balance commerciale de la Nouvelle-Calédonie 1965 - 1975



de 1974 trouveraient au poste importation leur explication partielle dans la hausse des prix due à la poussée inflationniste qui débute mondialement fin 1973, et le renchérissement des prix pétroliers et des frêts. Précisons que si la balance commerciale reste positive en 1968-1969, elle devient défavorable depuis, avec des soldes négatifs assez marqués. L'année 1975 voit le tassement et la stagnation des exportations à un haut niveau, les importations continuent une forte progression.

b) Nature des exportations dans la période de haute conjoncture 1967 - 1974.

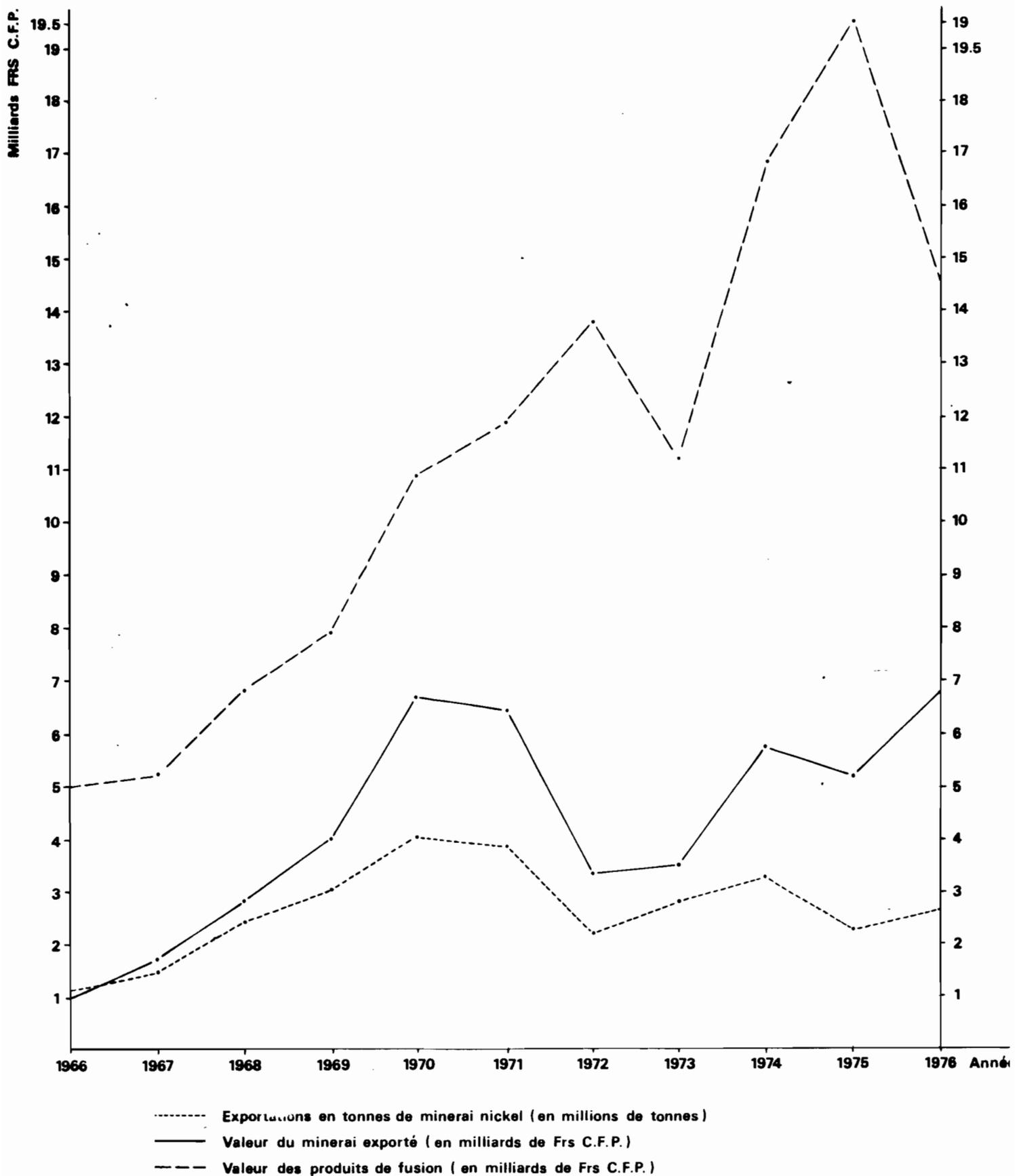
- La production de minerai représentait 90 % des exportations en 1974⁽¹⁾. Ce chiffre confirme le monopole absolu détenu par les activités minières dans les ventes du Territoire. Une rapide analyse des résultats de production de minerai montre qu'une haute conjoncture se dessine nettement à partir de 1966 où la production de minerai passe de 2.550.000 tonnes (moyenne 1964 - 1965) à 2.900.000 tonnes en 1966, 3.819.863 tonnes en 1967, 5.375.000 tonnes pour la moyenne 1968 - 1969 ; un bond brutal apparaît à nouveau aux résultats de 1970 avec 7.021.289 tonnes et surtout avec le record absolu de 1971 : 7.722.277 tonnes.

Dès 1972, un mouvement sensible de décélération apparaît, la production chute à 5.512.000 tonnes, s'améliore en 1973 à 5.858.000 tonnes pour retrouver en 1974 son niveau de 1970 soit 7 millions de tonnes. L'analyse de la répartition de la production entre la firme "Société Le Nickel" et les "petits mineurs indépendants", montre que ce sont ces derniers qui ont proportionnellement joué un rôle majeur dans l'accélération brutale de la production en minerai (26 % de la production en 1965, 48,80 % en 1970, 34 % en 1974).

- Les produits usinés du Nickel : A côté de fortes exportations de minerai brut non traité, l'économie calédonienne dispose d'un élément essentiel avec l'usinage de produits de fusion à l'usine S.L.N.

(1) N.B. d - Rappelons à titre de référence, que la production de minerais nickel en 1960 représentait 2.273.554 tonnes. Ainsi, il y a eu plus que triplement de la production entre 1960 et 1970, ce qui traduit l'ampleur du "boom" minier et ses effets directs au niveau de l'économie locale.

Valeur F.O.B. des Exportations de Minerai et des produits de fusion du nickel



Source : INSEE

(Société Le Nickel) de Doniambo. Les exportations sous forme de mattes et de ferro - alliages représentent une part décisive des exportations du Territoire. Le volume d'exportation suit l'extension depuis 1960⁽¹⁾ de la capacité de production du groupe S.L.N. qui s'est régulièrement accrue. Entre 1965 et 1967, la production est stabilisée (après un accroissement très net à partir de 1963) à 33.000 tonnes en moyenne de produits usinés. L'accélération de la production se concrétise à partir de 1968, avec 37.319 tonnes contre 34.500 en 1967, atteint 43.821 tonnes en 1970, 57.453 tonnes en 1972 et 67.370 tonnes en 1974. Ainsi le Territoire grâce à l'amélioration de sa capacité d'usinage a pu très sensiblement augmenter ses capacités d'exportation de produits métallurgiques à base de nickel.

c) Les importations

La répartition des importations montre que trois grands secteurs se partagent les importations : le secteur alimentaire - le secteur industriel et sa périphérie et un secteur regroupant divers types d'achat.

Le secteur alimentaire par son importance en valeur traduit la très forte dépendance du Territoire dans ce domaine envers l'extérieur. D'autre part, l'afflux de migrants métropolitains, l'ouverture de nombreux commerces d'alimentation⁽²⁾ et le goût pris par la population locale pour de nouveaux types d'aliments, expliquent l'importance prise par ce secteur (près de 18 % des importations en moyenne depuis 1970, mais 24 % et 22 % en 1973 et 1974).

Le secteur des importations à usage industriel montre que les achats en produits minéraux, machines et appareils électriques, matériel de transport, métaux et ouvrages en métaux sont importants mais fluctuent en fonction de la conjoncture. En 1967, ce secteur totalisait 64 % des importations, 65 % en 1969, 74 % au sommet de la période de haute conjoncture en 1970, 61 % en 1974.

(1) L'augmentation de la capacité de traitement est passée de 11.866 t. en 1959 à 21.839 t. en 1960.

(2) En 1977, la surface commerciale des produits destinés à l'alimentation est le double de celle de la France Métropolitaine.

Il apparaît ainsi que les échanges du Territoire sont conditionnés au niveau des importations et des exportations par le rôle majeur et déterminant de l'activité clé, la mine et la métallurgie du nickel. Celles-ci conditionnent toute la vie économique locale et impriment des rythmes plus ou moins élevés d'activités et d'échanges en fonction de la haute ou basse conjoncture internationale affectant le Nickel.

Entre 1966 et 1974, la valeur des produits miniers (minerais et produits de fusion) passe de 6.067 millions de francs pacifiques à 11.960 millions de CFP en 1969 ; 17.479,8 en 1970, et culmine en 1972 avec 18.185 millions. Ici comme ailleurs la décélération devient nette en 1972 (17.139 millions), se renforce en 1973 (14.931 millions) ; une reprise en pointe des produits exportés apparaît en 1974 et atteint un record : 22.450 millions. Dans cette statistique, le fait essentiel au niveau économique réside dans le poids accru de la valeur des produits usinés par rapport aux exportations de minerai brut, surtout lors des périodes de basses conjonctures où le minerai brut accuse beaucoup plus sensiblement la névente⁽¹⁾. Ainsi sur la base 1966, le minerai brut représentait 18 % de la valeur "Nickel" exportée, 30 % en 1969, 36 % en 1971, 24 % en 1973 et 1974.

II - EMPLOIS ET ACTIVITES

Les faits et statistiques analysés plus haut tendraient à confirmer le rôle moteur des activités liées au nickel et à sa périphérie. Il est nécessaire pour confirmer cette première vue, d'examiner d'autres indicateurs comme la structure de l'emploi, les types d'activités, la place du secteur public.

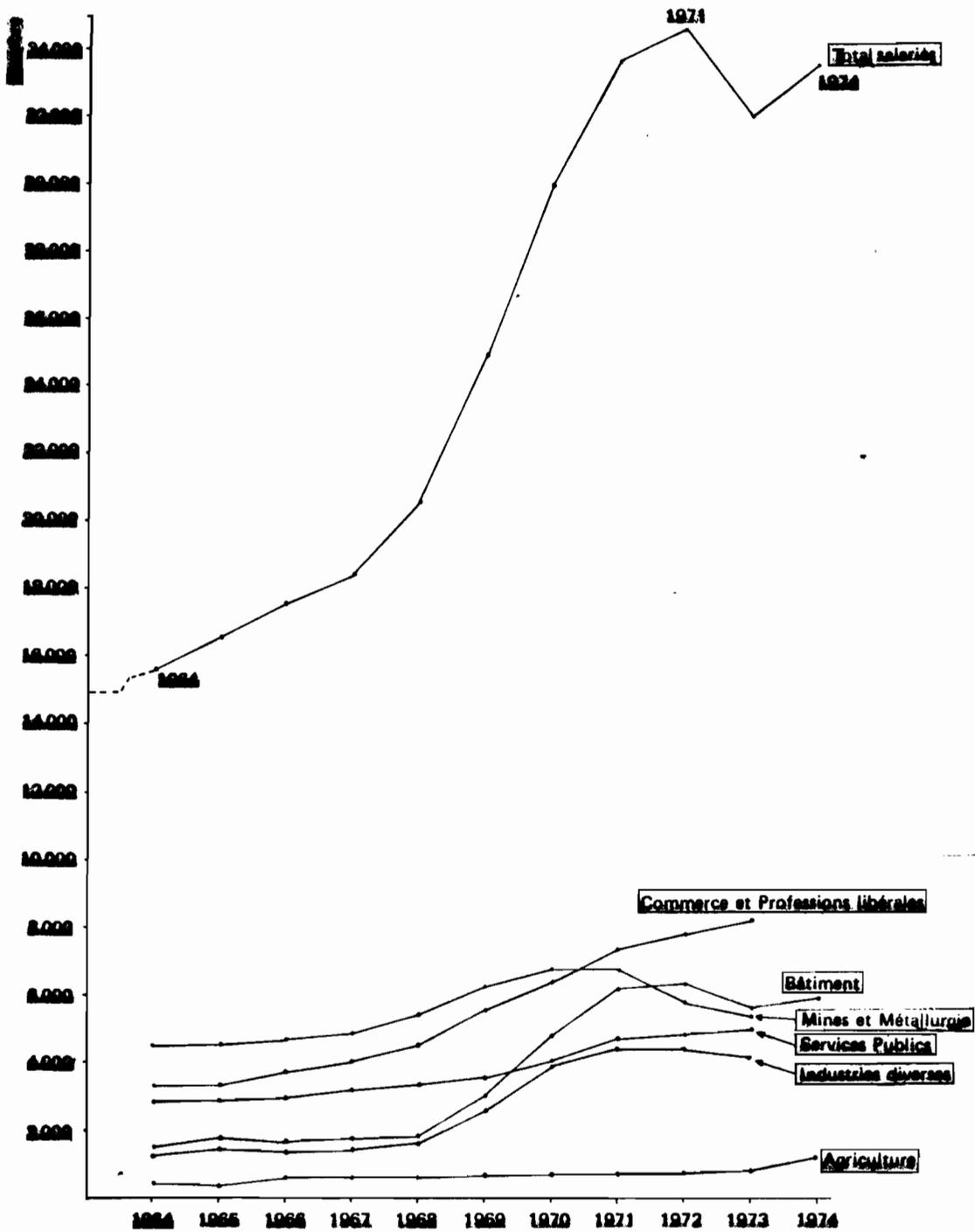
a) Les salariés et leur répartition (voir graphique)

En 1964, le Territoire recensait 15.786 salariés ; en 1968 au début de la période étudiée, ce chiffre avec 20.610 salariés témoignait d'un accroissement déjà sensible. En 1970, il y avait 30.179 salariés soit un gain de 50 % en deux ans. En 1972, l'effectif plafonnait à

(1) La plupart des exportations de minerai de Nickel se réalisent vers le Japon et dépendent donc des fluctuations de l'économie de ce pays.

Les importations du Territoire
Importance des produits alimentaires et des produits
à usage de l'industrie et des mines
(sources : Service de la Statistique)

	Valeur en 1967 (en million) CFP	1967 %	1968 %	1969 %	1970 %	1971 %	1972 %	1973 %	1974 %
Produits minéraux, } végétaux } graisses, huiles }	559,324	8	7,50	7	4,5	6	9	11	10
Produits d'industries } alimentaires } boissons, tabac }	810,215	11,50	10	9	7	9	11	13	11
Produits minéraux	985,983	14	16	11	10	12	10	12,5	24
Produits chimiques, plas- tiques et caoutchoucs	549,979	8	8	8	6	7,5	8,5	9	9
Machines et appareils matériels électriques	1.185,014	17	14	17	26	20	20	13	12
Matériel transport	1.171.269	17	18,50	19	19	16	11	10	9
Métaux et ouvrages en métaux	587.563	8	8	10	13	9,50	9	9	7
% par rapport à l'ensem- ble des importations		83,50	82	81	85	80	75,5	77,5	82
Accroissement de la ve- leur annuelle globale de l'ensemble des in- portations	7.067.944		19	45	92	1	19	7	39



Évolution des effectifs de la main-d'œuvre salariée de 1964 à 1974
 Source : Inspection du Travail

33.982 et il commençait à décroître en 1974 (33.584) et surtout en 1975 (30.000 salariés environ). Ainsi en dix ans (1964 - 1974), on assiste à plus du doublement du nombre de personnes salariées. L'analyse des différents secteurs de l'emploi montre que les évolutions d'effectifs ont varié suivant les types d'activités. Si nous prenons la base 1967 (entre 1967 et 1973, l'accroissement de l'effectif des salariés est de 82 % !) on peut déterminer les activités à fortes croissances et celles qui ont stagné au niveau des emplois créés.

Pour les activités en croissance, le bond le plus fort est celui effectué par le secteur bâtiment qui passe de 10,22 % en 1967 à 16,87 % des salariés en 1973, avec un sommet en 1972 avec 18,71 %.

Les industries du bâtiment se classent ainsi au second rang pour le nombre d'employés sur le Territoire.

Les industries "diverses" connaissent aussi une progression très nette avec un point de départ à 8 % en 1967, leur sommet à 13,31 % en 1970 et depuis subissent un lent amenuisement qui les amène à 12,53 % en 1973.

Les professions libérales occupent la première place dans l'emploi aussi bien avant le "boom" que lors de la fin de cette période d'euphorie. Elles ont progressé de 22 % à 24,71 % du total des salariés entre 1967 et 1973.

Enfin, les transports ne bénéficient que d'une faible progression, passant de 5,59 % en 1967, pour culminer à 6,88 % en 1968 et stagner à 5,80 % en 1973.

En 1967, les secteurs examinés : bâtiments, industries diverses, transports, commerces et professions libérales, représentaient 8.419 salariés soit 46 % de la masse totale des salariés. En 1973, ces secteurs comptaient 19.907 salariés soit 60 % de l'ensemble. Ce qui traduit l'importance nouvelle prise par ces services.

Les autres secteurs d'activités sont eux, en perte de vitesse au niveau de l'emploi offert. C'est l'agriculture qui est la grande oubliée de l'expansion générale de l'emploi ; elle représentait 3,36 % de la population salariée en 1967, et elle chute à 2,47 % en 1973. Le secteur minier enregistre une très forte décreue passant de 11,63 % des sa-

lariés en 1967 à 10,62 % en 1970 et il tombe à 7,40 % en 1973. Il en est de même pour la métallurgie qui représentait 14,27 % des salariés en 1967, 11,91 % en 1970, 8,97 % en 1973. Les services publics eux aussi régressent en importance, passant de 16,85 % en 1967 à 13,07 % en 1970 et 14,87 % en 1973. Cela atténue l'impression de la "sur-administration" du territoire partagée par beaucoup. Enfin le secteur "domestiques de maison" décroît de 7,98 % en 1967 à 6,53 % en 1973.

Les faits essentiels qui caractérisent la période résident donc dans l'accroissement très fort de l'effectif des salariés (+ de 100 %) et par le rôle privilégié de secteurs qui connaissent un accroissement très net, tels le bâtiment et les industries diverses.

Par contre, les secteurs traditionnellement dominants (mine, métallurgie, service public) stagnent et participent moins qu'on aurait été en droit de le penser à la poussée générale des effectifs salariés.

b) Evolution de la taille des entreprises

La poussée générale enregistrée au niveau de l'effectif des salariés, a eu ses répercussions normales sur la taille des entreprises des divers secteurs économiques et leur nombre. Nous avons retenu les chiffres concernant les secteurs du bâtiment, des "autres industries", des mines, des transports, du commerce.

Si nous prenons la base de référence 1967, nous avons la progression suivante :

Nbre d'Entre-prises par secteurs	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	% d'accroissement
Bâtiment	298	303	375	401	473	538	548	583	95
Autres industries	155	154	177	195	199	223	236	239	54
Mines	45	54	56	67	69	65	58	58	29
Transports	127	139	154	178	188	163	170	204	60
Commerce	389	405	434	485	509	581	660	726	86

(sources : Inspection du travail/CAFAT.)

Pour tous les secteurs concernés, on peut constater un accroissement général sensible sur la période comprise entre 1968 et 1973. Si on examine la taille des entreprises en fonction des salariés employés, sans entrer dans une analyse fine, on peut remarquer une dominante : celle des entreprises quasi artisanales employant moins de 5 personnes et qui s'imposent dans l'ensemble des secteurs cités.

L'apparition de très grosses entreprises de plus de 300 salariés reste très limitée ou peu durable (cas du secteur mine ou du bâtiment). Plus marquée est l'apparition des entreprises de 26 à 50 personnes.

c) Le poids de l'entreprise S.L.N.

La plus ancienne et la plus importante entreprise industrielle de Nouvelle-Calédonie (et des îles océaniques) est représentée par le complexe de la Société Le Nickel, avec son usine de Doniambo (Nouméa) et ses centres miniers de brousse (Népoui, Thio). Le tableau montre les variations d'effectifs de cette société.

1970	1971	1972	1973	1975 (1)
4765	4946	4136	3935	3369
	+ 5 %	- 20 %	- 4 %	- 20 %

Masse salariale (y compris les charges sociales) versées par la S.L.N. (1), et par l'ensemble des activités (2) du Territoire (en millions de C.F.P.)

Année	(1)	(2)	% occupé par la S.L.N.
1968	2339	4723	49 %
1969	3154	6021	52 %
1970	3958	8329	47,5 %
1971	4222	10869	39 %
1975	5988	16400	36,5 % (1)

(1) chiffre partiel, arrêté au 1/10/75.

Depuis 1971, au point de vue des effectifs employés, on constate que la S.L.N. a vu ses effectifs diminuer fortement en 1972, stagner en 1973 et diminuer encore sensiblement en 1975. Soit entre 1970, sommet du "boom", et 1975 (pleine crise), un recul de 30 % des effectifs environ.

Inversement, au niveau de la masse salariale, la progression est forte. On constate grâce à cet indicateur, le rôle décisif des salaires versés par la S.L.N. sur l'ensemble de la masse salariale du Territoire. En 1968, les salaires S.L.N. représentaient 49 % de la masse salariale, 52 % environ en 1969 mais 39 % en 1971 et 36,5 % en 1975. Malgré ce recul, le poids de la S.L.N. reste déterminant. La haute protection sociale des employés du Nickel explique en partie (échelle mobile des salaires), le poids de la S.L.N. dans l'ensemble de la masse salariale, même en année de crise comme 1975.

L'autre point notable réside dans la multiplication des petites et moyennes entreprises. Au niveau des effectifs salariés, les imprécisions des sources statistiques ne permettent pas une analyse toujours fine de la réalité. Il semble, et cela demanderait une approche en profondeur, que les entreprises calédoniennes ont une grande plasticité au niveau des productions et des effectifs, témoignant ainsi d'une adaptation à l'évolution du marché dans une économie marquée par des variations rapides de rythme.

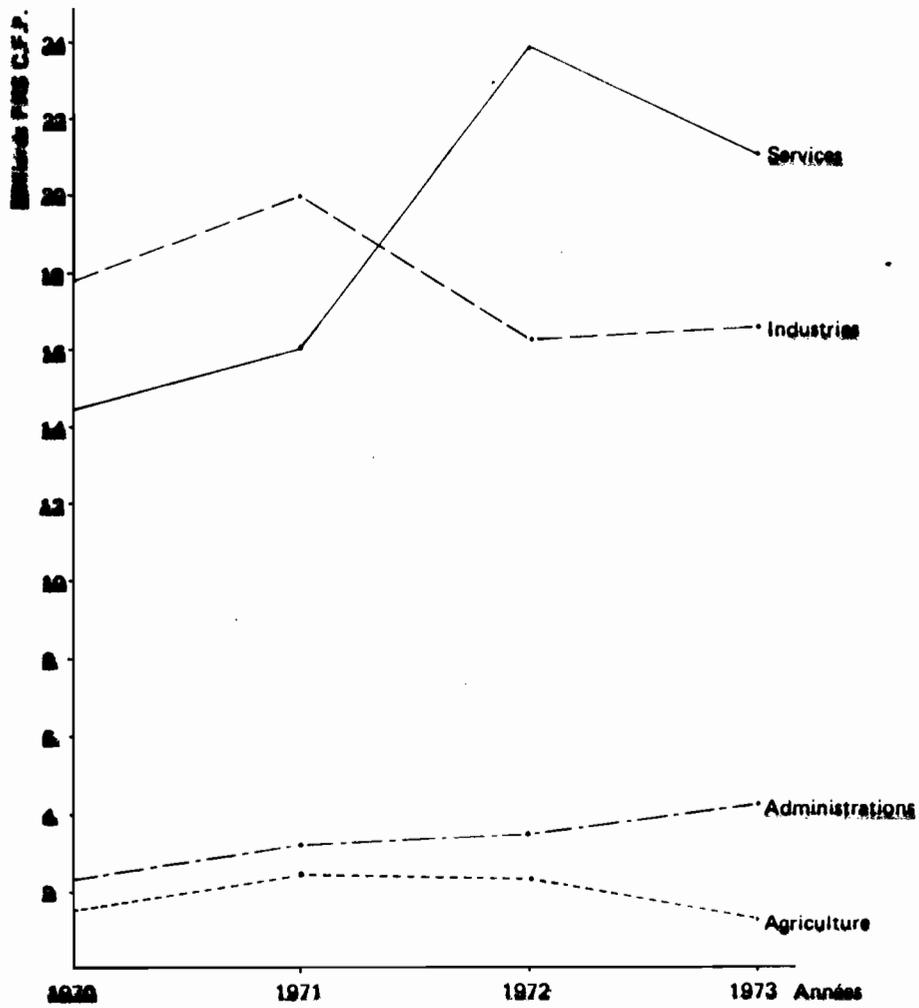
III - REALITES ET CONSEQUENCES ECONOMIQUES DU BOOM AU NIVEAU CONJONCTUREL ET STRUCTUREL

Trois éléments paraissent essentiels pour apprécier les implications du boom : l'évolution du produit intérieur brut (P.I.B.), la croissance des budgets pour l'état et le Territoire, la répartition des crédits au secteur privé.

a) Evolution du produit intérieur brut

L'analyse des trois grands postes de la production intérieure brute : Agriculture, Industrie, Services, amène à plusieurs constats : rôle marginal de l'agriculture, place dominante de la Mine et de la métallurgie

Évolution du P.I.B. de 1970 à 1973
Source : Service Statistiques



mais apparition d'un fort secteur groupant bâtiment et industries diverses. Enfin, les Services après avoir occupé jusqu'en 1971 une place majeure dans la production intérieure brute, voient leurs résultats stagner à un niveau très en deçà de la pointe record constatée en 1971.

A travers cette situation, il y a les conséquences à tirer, elles sont de plusieurs ordres :

1°/ L'agriculture : Malgré une modeste poussée en 1971-72, retombe en 1973 à un niveau inférieur à celui de 1970. Les importations ont suppléé à la carence des initiatives locales et ce secteur n'a tiré, en dehors d'épisodiques "coups de feu", qu'un maigre bénéfice dans ses structures et ses orientations, de la période faste traversée. (La stagnation de l'emploi dans ce secteur est un fait significatif).

2°/ Au niveau du secteur industriel : La dominante traditionnelle "mine et métallurgie" du Michel voit son omnipotence s'estomper au profit du bâtiment et des Travaux publics comme des industries diverses. Alors que le secteur Mine et Métallurgie représentait 76 % du P.I.B. industriel en 1970, cette proportion tombe à près de 52 % en 1973. Nous n'avons pas encore les chiffres 74 qui redresseraient ce résultat de 1973.

Entre 1970 et 1973, il y a en effet triplement de la valeur du P.I.B. du bâtiment et travaux publics et 125 % de croissance de la P.I.B. des industries diverses.

3°/ Les Services, représentent dès 1970, avec surtout le secteur commercial, une activité déterminante dans la formation de la P.I.B. avec plus de 50 % en 1970 et 52 % en 1971. A partir de 1972, il y a un recul sensible avec 38 % seulement du P.I.B. et une amélioration avec 42 % en 1973.

4°/ Les administrations enfin voient de 1970 à 1973, leur part dans le P.I.B. presque doubler. Cela traduit l'ampleur croissante du rôle de celles-ci dans le P.I.B. où elles passent de 6 % en 1970 à 10 % en 1973.

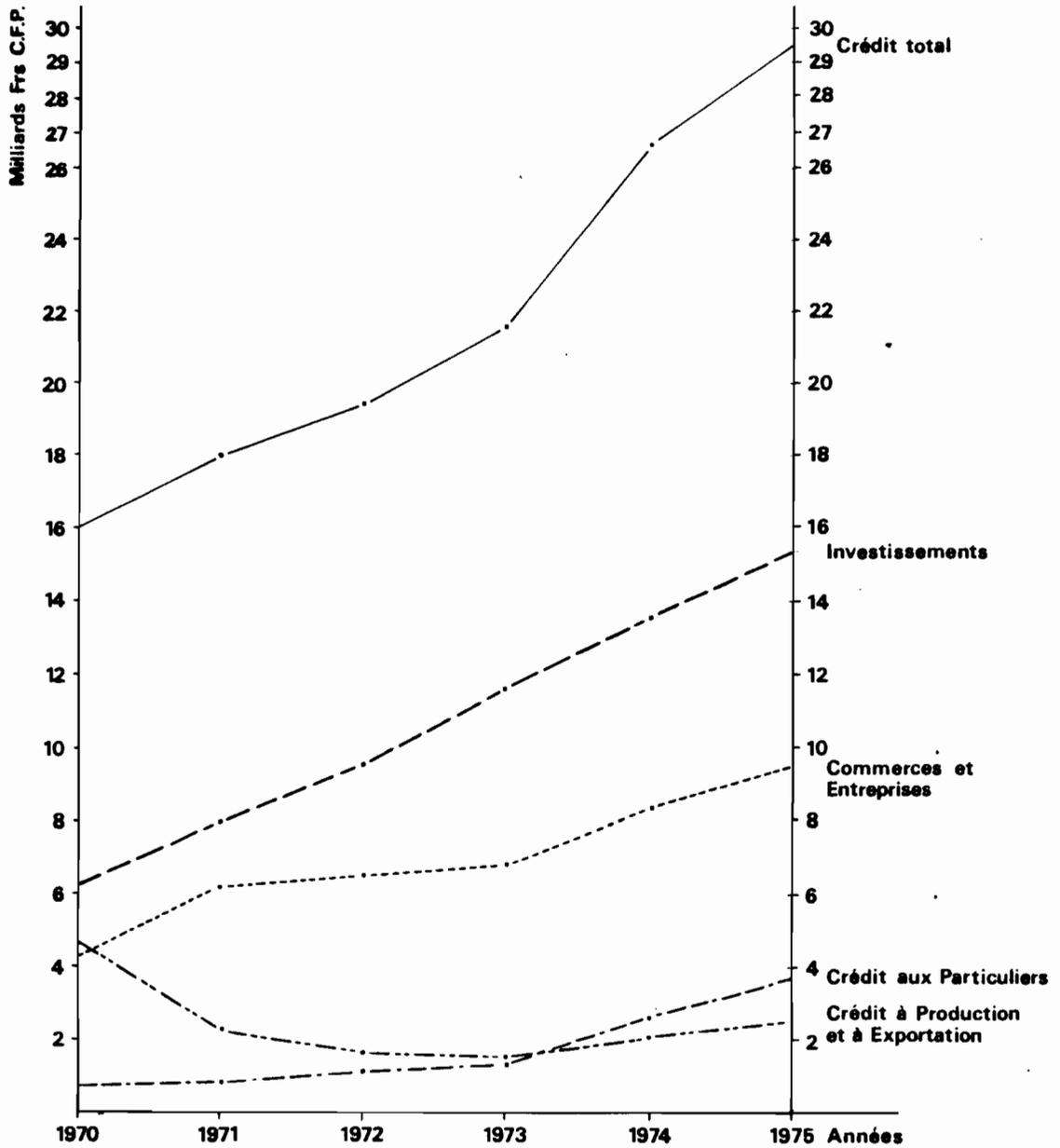
b) Evolution des crédits au secteur privé (voir graphique)

La brutalité des accélérations de l'économie du territoire nécessitait l'injection de crédits importants au secteur privé afin de mener à bien les différents programmes engagés. La progression de la masse du crédit sera donc forte entre 1970 et 1974 (+ 59 %).

Notons que près de la moitié de ces crédits en 1974 représentait des engagements à court terme, contre 61 % de court terme en 1970 ce qui traduit un changement de perspectives chez les investisseurs et des délais d'amortissement perçus comme plus longs.

- La répartition et l'évolution du crédit entre 1970 et 1974 illustrent plusieurs changements significatifs au niveau de l'analyse économique. On constate l'effondrement des crédits à la production et exportation (secteur I) avec notamment une chute de près de moitié des crédits portant sur le secteur Nickel. L'élevage et l'agriculture ne drainent jusqu'en 1972 qu'une part dérisoire des crédits du secteur I. Une amélioration apparaît ensuite mais ses effets restent limités.
- Le secteur du commerce et des entreprises connaît de 1970 à 1971 une très forte progression, puis dès 1972 une stagnation se manifeste et se confirme en 1974, les achats de biens des professionnels tombent au plus bas en 1974 par rapport à la masse des crédits de ce secteur. Le bâtiment dès 1972 ^{connaît} aussi une régression sensible.
- Au niveau du crédit aux particuliers, la progression est positive durant la période 70-74 avec un quasi doublement de la masse des crédits consentis (mais les prêts pour achats de biens de consommation diminuent fortement par rapport à 1970).
- Les crédits à l'investissement connaissent eux aussi une forte croissance par rapport à la masse des crédits. Les crédits à usage des mines, industries ou de l'artisanat chutent régulièrement depuis 1970 ; par contre les crédits à la construction atteignent un très haut niveau en 1972 et se stabilisent depuis. L'agriculture et l'élevage ne jouent enfin qu'un rôle accessoire confirmant l'aspect marginal de ce secteur dans l'économie locale.

Evolution globale des grandes masses de crédit au secteur privé
de 1970 à 1974



Au niveau de la répartition des crédits, on peut discerner quatre secteurs utilisateurs du crédit :

- I - Production et exportation
- II - Commerce et Entreprises
- III - Particuliers
- IV - Investissements.

Evolution des crédits investis par secteurs
(sources : Rapport Institut d'Emission Outre-Mer 1974)

	1970	1971	1972	1973	1974
<u>Secteur I</u>					
- Production et exportation :	29 %	15 %	9,76 %	8,34 %	7,94 %
dont Nickel :	96 %	90 %	67 %	69 %	58 %
Elevage, Agriculture :	1,18 %	2,49 %	9 %	11 %	8,43 %
<u>Secteur II</u>					
- Commerce & Entreprises :	26,80 %	34,49 %	33,85 %	71,65 %	31,19 %
dont - commerce :	41 %	36 %	43 %	48 %	50 %
- achat de biens professionnels :	28 %	20 %	12,5 %	8 %	7,80 %
- bâtiments et Travaux Publics :	27 %	30 %	25 %	22 %	24 %
<u>Secteur III</u>					
- Particuliers :	4,83 %	5,34 %	6,13 %	5,64 %	9,94 %
dont - achat de biens de consommation :	55 %	43 %	44 %	55 %	33,5 %
<u>Secteur IV</u>					
- Investissements :	39 %	45 %	50,26 %	54,36 %	50,92 %
dont - mines, industries, artisanat :	51 %	41 %	32,66 %	27 %	29 %
- constructions logements :	34 %	43,50 %	47,82 %	46,65 %	45,61 %
- agriculture, élevage, pêche :	4,5 %	4,16 %	3,88 %	4,44 %	4,62 %
Valeur des crédits (en millions CFF)	15.940	18.053	19.380	22.883	26.876

c) Evolution du budget Territorial et Etat en Nouvelle-Calédonie

Il était évident que la haute conjoncture qui a existé de 1969 à 1972 devait se répercuter sur le niveau des dépenses publiques inscrites tant au budget territorial qu'au budget de l'Etat.

1) L'évolution du budget territorial

a) Les dépenses

Que ce soit sous la rubrique des dépenses de fonctionnement ou sous celle des dépenses d'équipement et d'investissement, le budget du Territoire va enregistrer jusqu'en 1973 une très forte croissance qui concernera l'ensemble des chapitres budgétaires. Sans rentrer dans des analyses détaillées, nous allons souligner les faits caractéristiques.

Le budget du Territoire affecté aux dépenses de fonctionnement va entre, 1968 et 1973, passer de 2.355.467 de Francs CFP à 7.686.345 en 1972 et redescendre à 6.711.110 de francs CFP en 1973. Si la dette publique représentait 2,5 % du budget en 1968 et restait à un taux très faible jusqu'en 1972, en 1973 elle atteint 5,41 % (soit 363 millions).

Les dépenses en matériel comme les dépenses en personnel augmentent très sensiblement elles aussi (+ de 100 % pour le personnel entre 1968 et 1972 et 125 % pour le matériel). En 1973, seule la dette publique et les dépenses de fonctionnement progressent notablement dans un budget de récession.

Les dépenses d'équipement et investissement connaissent aussi les mêmes accroissements ; si en 1968 ce budget est de 348 millions, il bondit à 3.636 millions en 1972 soit plus de 1.000 % d'augmentation en 4 ans ; mais en 1973 la décroissance est de 50 % par rapport à l'année 1972 (1.954 millions) !

b) Les recettes

En 1968, les recettes ordinaires représentaient 2.749 millions et les recettes extraordinaires 349 millions. Les principaux pos-

tes alimentant les recettes ordinaires provenaient :

- 1°/ des droits d'exportation sur les minerais soit 755 millions.
- 2°/ de la taxe générale à l'importation pour 668 millions.
- 3°/ des droits de douane pour 145 millions.

Ainsi 1.568 millions soit près de 50 % des recettes, provenaient des prélèvements à l'exportation ou à l'importation.

A partir de 1969, la progression des recettes ordinaires et extraordinaires est très marquée : 4.450 millions en 1969, 7.234 millions en 1970, 9.991 en 1971, 11.322 en 1972 au point culminant, seulement 8.665 en 1973 au moment du reflux.

Quelle est l'origine des recettes ordinaires pour les années de pleine expansion ?

De 1967 à 1973, on peut observer des modifications substantielles dans la répartition de ces recettes.

Origine des principales recettes ordinaires du budget territorial

(sources : Service Statistique)

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
Droits de douane	5 %	5 %	5 %	6 %	7 %	4,50 %	4,5 %
Taxes générales à l'importation	24,5 %	24 %	24 %	27 %	24 %	18 %	20 %
Octroi de mer	0,27 %	0,25 %	12 %	14 %	12 %	9,5 %	10 %
Droits d'exportation	22 %	27,5 %	23 %	23 %	24 %	17,5 %	18 %
Patentes	8 %	8 %	6 %	5 %	7 %	8 %	9 %
% des recettes par rapport au total	60 %	65 %	70 %	75 %	74 %	58,5 %	61,5 %

Ce tableau illustre le caractère extroverti d'une partie des recettes du territoire qui sont liées aux échanges commerciaux et dépendent des importations et des exportations (minerai et produits métallurgiques à 90 %). Ainsi que le souligne un rapport sénatorial récent (1), la fiscalité calédonienne "fait une place dérisoire à l'imposition directe tant des sociétés que des individus". Si le système actuel pénalise les agents économiques dynamiques, il a surtout l'inconvénient de lier la plus grande part des ressources fiscales escomptées aux variations conjoncturelles d'une économie de monoproduction. Les difficultés budgétaires du territoire depuis 1974 en témoignent (2).

2) Le budget Etat

L'Etat assure la gestion de services importantes (Haut Commissariat, Armée, Gendarmerie, Enseignement secondaire, paiement des soldes de certains fonctionnaires). Un budget état comprenant une partie fonctionnement comme une partie équipement en découle.

Ce budget lui aussi a connu un fort développement de 1967 jusqu'en 1974 ; passant de 2.438 millions en 1967 à 3.628 millions en 1971 (+ 50 %) pour atteindre 6.289 millions en 1974. Ainsi, on constate une part de plus en plus forte en valeur réelle des dépenses publiques sur fonds métropolitains avec des effets sur l'économie et l'emploi qui en sont d'autant plus sensibles depuis 1971 que la conjoncture générale du Territoire est devenue médiocre.

IV - LA CRISE EN NOUVELLE-CALEDONIE

La crise fait ressentir ses premiers effets sur l'activité générale dès 1974 ; c'est en 1975 qu'elle commencera à prendre une certaine ampleur pour frapper de plein fouet l'économie générale du territoire en 1976. On ne peut pas dire en ce début 1977 que des signes d'amélioration

(1) Rapport ELAIII ; n° 272. Sénat, Paris, 29/4/76

(2) En 1975, le territoire a bénéficié d'une subvention d'équilibre de la métropole de 600 millions, en 1976 le déficit est de 1.100 millions et celui prévu pour 1977 de 2.000 millions.

se manifestent ou vont apparaître au cours de l'année, bien au contraire peut-être.....

De nombreux paramètres permettent d'analyser la crise actuelle et de saisir ses implications profondes au niveau de l'activité générale du territoire que ce soit pour ce qui concerne l'extraction et la valeur exportée du Nickel, les autres activités, et l'évolution de l'emploi.

a) Ralentissement de l'activité générale

1 - Mines et Métallurgie

Premier indicateur de l'activité générale, l'extraction de minerai chute sensiblement à partir de 1976 avec 5,9 millions de tonnes (contre 6,7 en 1975 et 7 millions de tonnes en 1974). Ce sont surtout les mineurs indépendants (qui sont désignés par euphémisme sous le nom de "petits mineurs") qui ralentissent leur production en 1976 avec seulement 2 millions de tonnes contre 3 millions en 1975. Par contre la Société Le Nickel augmente légèrement sa production en 1976.

Les exportations de minerai par contre, après le tassement enregistré en 1975 (2,466 millions de tonnes) s'améliorent en 1976 (à 2,692 millions de tonnes). Du fait de l'environnement régional qui retentit fortement sur le territoire avec la concurrence des Philippines et de l'Indonésie, le niveau des achats Nippons pour l'année 1977 doit rester stable par rapport à 1976.

Notons néanmoins que la valeur exportée du Nickel a augmenté de 49 % depuis 1970 et que les ventes réalisées en 1974 (5.730 millions pacifique) si elles avaient sensiblement chuté en 1975 (4.818 millions pacifique) atteignent 5.692 millions en 1976.

Si en définitive les ventes de minerai bien que variables en valeur d'une année à l'autre restent en 1976 à un niveau respectable, il n'en est pas de même pour la métallurgie du Nickel. Celle-ci a un impact décisif pour l'activité du territoire puisqu'elle représentait en 1976, 70 % des exportations en valeur.

Or la mise en place d'une capacité de production sensiblement renforcée depuis 1973, n'a pas été récompensée par les résultats de 1976 comme le montre le tableau ci-dessous :

Production Métallurgique de la S.L.N.	1973	: 57.200 tonnes de Nickel
	1974	: 67.000 tonnes de Nickel
	1975	: 71.000 tonnes de Nickel
	1976	: 62.000 tonnes de Nickel

Les ventes à l'exportation n'ont pas accompagné l'accroissement de productions et en 1976 elles stagnent au même niveau qu'en 1975 (50.000 tonnes) et restent en deçà des résultats de 1974 (69.000 tonnes). Il en résulte à côté de la réduction de productions, la constitution de stocks importants à l'échelle locale. Cette situation est imputable à l'environnement international qui depuis 1974 explique un recul de la consommation de Nickel, (- 25 %) en 1975 et - 15 % en 1976) qui a peu de chance de bénéficier en 1977 d'une amélioration significative au moins en ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie.

b) Les activités périphériques

Ainsi que nous l'avons établi, le secteur Bâtiment et travaux publics avait témoigné d'une forte activité entre 1970 et 1974.

Les statistiques des logements achevés traduisent une forte diminution de l'activité en 1976. Si 1858 logements ont été encore réalisés en 1975, pour 1976 on a seulement construit 724 logements et on peut craindre avec la diminution des permis de construire enregistrée fin 1976 (628) une nouvelle contraction de cette activité. D'autre part, l'achèvement d'un ensemble de grands travaux (O.E.S.T.O.M., nouvelle mairie, buildings commerciaux), l'absence de nouveaux projets du fait de la situation économique, ne font qu'ajouter aux craintes concernant le niveau d'activité future de ce secteur.

Enfin, il faut signaler l'importance du renouvellement du parc immobilier à Nouméa surtout, et en banlieue avec 38 % des immeubles et 36 % des maisons individuelles qui ont été réalisés entre 1970 et 1976. La chute brutale des importations de ciment depuis 1974 traduit l'ampleur de la crise actuelle dans ce secteur (84.116 tonnes en 1974 contre 43.494 en 1976).

En ce qui concerne les productions agricoles qui sont restées très négligées durant toute la période du "boom", on assiste à des améliorations notables en ce qui concerne la production de viande bovine et surtout porcine où le territoire peut espérer couvrir 60 % de ses besoins en 1977. Pour les productions agricoles, il faut surtout noter l'engouement des exploitants pour la production des pommes de terre et si les moyens de stockage et conservation sont mis en place, les besoins locaux pourraient être satisfaits avec même la crainte de voir apparaître des surplus à court terme.

Notons que le tourisme qui depuis 1974 a connu une forte progression (24.009 touristes en 1974 et 34.983 en 1976) ne répond pas encore à tous les espoirs placés en lui avec les difficultés monétaires de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande grandes pourvoyeuses en touristes amateurs du territoire. Il en résulte une baisse de la durée moyenne des séjours qui limite l'effet attendu de l'accroissement du nombre de touristes. Le taux de remplissage très moyen des hôtels de Nouméa, ne permet pas de prévoir avant longtemps des améliorations substantielles de la situation touristique ni de nouvelles créations hôtelières dans l'immédiat.

c) Crise de l'emploi et renversement négatif des Migrations

La très forte croissance économique que le territoire a connu de 1968 à 1974 a eu des conséquences très sensibles en ce qui concerne l'évolution de la population du territoire d'une part et l'emploi de la population. Le recensement de population effectué par l'INSEE en 1976 permet aujourd'hui de comparer cette évolution aussi bien au niveau quantitatif qu'au niveau qualitatif.

Entre 1969 et 1976 soit l'intervalle entre les deux recensements de l'INSEE (1974 n'était qu'un dénombrement) la population du territoire a évolué ainsi :

	1969	1974	1976
Européens	36,7 ‰	39,2 ‰	38,1 ‰
Mélanésiens	47 ‰	40,8 ‰	41,7 ‰
Polynésiens	9,5 ‰	12,7 ‰	12 ‰
Asiatiques	6 ‰	5 ‰	5,3 ‰
Autres	0,6 ‰	2,3 ‰	2,1 ‰
Population totale	100.579	131.665	133.233

Evolution de la répartition ethnique.

SOURCES :

INSEE

Ce tableau traduit des changements sensibles au niveau de la répartition ethnique : renforcement du groupe Européens (et assimilés) recul sensible de la place occupée par la population autochtone, net renforcement de la population d'origine Polynésienne (surtout Wallisienne) et apparition d'une minorité étrangère. Ces résultats s'expliquent à côté d'un croit naturel sensible (2,6 ‰), par l'apport de migrants. Or c'est à partir de 1973 que cet apport devient négatif :

1969 : + 2897	1973 : - 1433
1970 : + 5716	1974 : + 287
1971 : + 4361	1975 : - 907
1972 : + 488	1976 : - 2365

Balance migratoire 1969-1976

Sources : INSEE

Il s'agit là de la première conséquence directe du ralentissement de l'activité économique et ensuite de la crise depuis 1975. Polynésiens et étrangers souvent employés dans les grandes sociétés de travaux publics, sur mines, ou à la S.L.N. repartent ailleurs. Un contingent sensible de français de métropole (commerçants, cadres du privé, artisans) s'inscrit aussi dans ce mouvement dont on ne sait encore s'il va se poursuivre ou se stabiliser. Mais les conséquences socio-économiques à terme ne seront pas négligeables pour l'équilibre du territoire.

D'autre part, la comparaison des analyses statistiques concernant l'accroissement de la population active entre 1969 et 1976 est riche d'enseignements sur l'évolution profonde des structures de production du territoire.

	1969	% par ca- tégorie	1976	% par ca- tégorie	Evolution 1969 ± 1976 des effectifs	Evolution en % par rapport à l'ensemble 1969-1976
Agriculture	13.357	34,03	13.564	29,05	+ 1,5%	- 5,03%
Extraction	3.552	9,06	2.110	4,51	- 37,3%	- 4,5%
Bâtiment, T.P	3.777	9,63	4.475	9,58%	+ 18,5%	- 0,05%
Industrie + eau + élec- tricité	3.965	10%	5.469	12,88%	+ 49%	+ 2,88%
Transport, Télé- communications	1.942	4,95%	2.632	5,63%	35,5%	+ 0,68%
Commerce, lon- gues Affaires, Immobilier	4.504	11,54%	6.458	13,83%	+ 42,7%	+ 2,29%
Services	7.817	19,94	11.338	24,28%	+ 45%	+ 4,34%

Ce tableau établit une évolution des structures économiques intéressante car permettant de saisir l'évolution positive ou négative de certains secteurs d'activités entre 1969 et 1976. Ainsi l'agriculture connaît une sensible régression de ses effectifs qui peut s'expliquer jusqu'en 1972 au moins par le fort appel de main-d'oeuvre qu'a connu le territoire pour le secteur minier et du bâtiment. Avec la crise qui apparaît dès 1974, on aurait pu penser qu'il y aurait eu une limitation de cet exode rural.

Le secteur extraction du minerai est affecté par une contraction marquée qui correspond depuis 1974 au moins, à la mévente du minerai et à la fermeture de nombreuses mines de nickel.

Le bâtiment qui avait connu une très forte croissance stagne et les chiffres de 1976 ne traduisent semble-t'il que le début d'une décroissance probable dans les années à venir. Le secteur commercial progresse modérément et c'est le secteur des Services (et administrations) qui marque une forte progression.

Il est probable que cette situation constatée par le recensement INSEE du milieu de l'année 1976 sera corrigée dès 1977 par les forts départs enregistrés depuis vers la Métropole (et souvent à titre définitif). Enfin l'apparition en 1976 d'un fort taux de chômage est aussi une réalité nouvelle.

De 1970 jusqu'à 1972, lors de la pleine euphorie du boom les offres d'emplois étaient supérieures à la demande ; en 1976 la demande est forte, reste souvent insatisfaite. Le taux de population à la recherche d'un emploi atteint 7,1 % (France 4,2 %, U.S.A. : 8 %) fin 1976 soit 604 chômeurs recensés (dont 300 européens, 185 mélanésiens, 107 wallisiens). Ces chiffres ne concernent que les chômeurs connus à Nouméa, mais il existe un chômage potentiel non déclaré très sensible en brousse et aux îles et qui se chiffre (d'après l'INSEE 1976) à 3.000 chômeurs supplémentaires. Ainsi, si l'on cumule les chômeurs locaux recensés et les chômeurs non déclarés ainsi que les chômeurs en puissance qui ont regagné la Métropole ou la Polynésie (plusieurs centaines probablement pour cause de cessation d'activités salariés ou indépendantes), on perçoit l'impact de la crise sur la société calédonienne et sur ses structures profondes. Cette crise affecte surtout les migrants installés ces dernières années et qui voient leurs activités se réduire ou disparaître et qui ont souvent par rapport aux calédoniens peu d'alternative réelle (se reconvertir à un moment difficile et/ou repartir).

d) Constats et perspectives

Dans un numéro du 10/12/70, la revue spécialisée "Usine Nouvelle" titrait : "Nouvelle-Calédonie, vers 200.000 tonnes de Nickel en 1975". Peu après, certaines autorités parmi les plus responsables et les mieux informées (1) reprenaient cette information et lui conféraient une valeur officielle. Bien sûr, la crise de l'énergie qui est survenue en 1974 a obligé les responsables à revoir de très près les projets ambitieux conçus dans l'euphorie, et il serait trop aisé de faire le procès de certaines irresponsabilités. Quoiqu'il en soit, la Nouvelle-Calédonie entraînée bon gré mal gré à partir d'impulsions externes dans les zones de fortes croissances économiques, a vécu en moins de 10 ans une véritable aventure de front pionnier minier et métallurgique (sinon affairiste !) qui a bouleversé une partie des habitudes et de l'économie du territoire. Quelles en sont les conséquences majeures et durables, leurs effets actuels ou futurs sur l'évolution du territoire ?

1°/ Le point peut-être fondamental réside dans le changement de nature d'une partie de l'économie minière. Jusqu'au début des années 60, le territoire exportait surtout du minerai brut, la production de minerai usiné restait faible (10.000 t usinées en 1955). Elle passe à 31.368 en 1965, 57.492 en 1970 et 71.068 en 1975). Ces chiffres permettent de mesurer la puissance de l'impact industriel nouveau supporté par la Nouvelle-Calédonie, et l'importance nouvelle et décisive prise par l'activité métallurgique (qui doit d'après les réalisations nouvelles en cours atteindre 90.000 tonnes de production en 1980).

2°/ Au niveau du P.I.D. - La valeur créée par les mines et le nickel usiné décroît régulièrement depuis 1970 au niveau du P.I.B. industriel, au profit du bâtiment, des T.P., et des industries diverses. Il est probable que cette tendance sera contrariée après la fin des programmes de grand travaux et d'habitat en cours d'achèvement et les chances de voir de nouveaux relais apparaître semblent très mesurées dans la conjoncture actuelle. Les services (avec le commerce), ont eu aussi entre 1970 et 1971, une part très sensible dans le P.I.B. du territoire. Là aussi, un retour à des conditions moins artificielles est des plus probables. Notons l'extrême léthargie et le rôle marginal du secteur agro-pastoral.

(1) cf : Rapport RIVAIN et BENOARD pour le 6ème plan. Assemblée Nationale 1970.

3°/ Ce développement a entraîné un besoin en main-d'oeuvre très fort quel que soit son niveau de qualification. On a ainsi favorisé une politique de migration organisée à partir de la Métropole, de Wallis-Futuna, de la Polynésie-Française. Souvent cette main-d'oeuvre, suivie des familles s'est fixée sur le territoire. Ainsi entre 1969 et 1976 les recensements montrent un accroissement de 31 % de la population du territoire (dont les 2/3 fournis par un apport de migrants).

Le nombre de salariés est passé de 15.000 en 1964 à 34.000 en 1974, ce qui atteste de l'importance des créations d'emplois en dix ans. Corrélativement, le nombre des entreprises et des travailleurs indépendants a suivi la même forte augmentation.

Le secteur mines et traitement du Nickel perd la place dominante qui était la sienne au niveau de l'emploi (26 % des salariés en 1967 - 16,50 % en 1973), moins encore en 1975.

4°/ Le développement des activités économiques ainsi créées a porté principalement sur Nouméa et sa banlieue et les quelques grands centres miniers de brousse (Hépoui, Thio, Kouaoua, Poro). Ailleurs, la brousse a souvent peu bougé et a très peu bénéficié des effets directs du boom (en 1974, 80 % des salaires étaient versés dans le secteur de Nouméa). Seule la réussite des grands projets miniers prévus à l'époque dans le Sud (Goro, Port-Boisé) et le Nord (Koumac) aurait permis un rééquilibrage régional des activités industrielles et de la concentration de la population active. Les noyaux de prospérité qui se sont créés ainsi n'ont pas eu d'effets d'entraînements décisifs pour une amélioration générale des conditions de vie en brousse qui sont proches du sous-développement dans beaucoup de régions.

5°/ Le boom a contribué à créer une psychologie économique laxiste propre aux périodes d'euphorie. L'installation de banques nouvelles, l'importance prise par les sociétés de crédits ont multiplié les facilités bancaires et permis le développement d'activités artificielles, voire parasitaires.

L'absence de responsabilité économique souvent lié à l'absence de fiscalité directe, la forte croissance de la masse monétaire avec le doublement de l'effectif des salariés (X) vont se conjuguer pour créer une véritable fuite en avant au niveau de l'utilisation du crédit qui a servi à des achats ostentatoires ou au lancement de projets souvent hâtifs ou irréfléchis. Ainsi en début 1977, la surface de commerces alimentaires reste malgré les faillites de 1976, double de celle de la métropole ! Enfin des affairistes de tout acabit ont souvent abusé d'une certaine crédulité locale pour réaliser des opérations véreuses sur une grande échelle. Une partie des capitaux a ainsi été stérilisée dans des opérations contestables ou rapatriée en métropole comme en Australie et Nouvelle-Zélande. Quelques scandales financiers récents permettent de prendre la mesure de la gravité de la détérioration de certaines mœurs lors de la période analysée et du laxisme ambiant de l'époque.

6°/ Au niveau de la comptabilité publique, avant la mise en place de la nouvelle fiscalité du territoire (portant sur le bénéfice réalisé par les sociétés), la prépondérance des secteurs versant des taxes et droits à l'import-export était bien affirmée. La hausse récente des patentes et de divers droits va affecter le commerce local et remettre de l'ordre dans certains secteurs de distribution qui avaient connu un essor quasi anarchique. Quel sera le poids de cette remise en ordre sur le niveau global d'activité et d'emploi ?

L'expérience est-elle entièrement négative ? Il ne le semble pas car le territoire a rompu avec un passé pesant fait de conformisme et de conservatisme marqué par des préoccupations trop insularistes. Quoiqu'il en soit du dérapage constaté, le territoire est sorti de son cocon protecteur hérité des habitudes coloniales. La Nouvelle-Calédonie avec Nouméa est dotée enfin d'une capitale moderne, régénérée au niveau de l'urbanisme. La brousse, ne serait-ce que sous le contre-choc de la vague de fugace prospérité qui est passée au-dessus d'elle a pris enfin conscience de ses problèmes et de son identité. Les Calédoniens de toutes les ethnies ont, par l'arrivée d'une population souvent cosmopolite, découverts la réalité extérieure, la différence des habitudes et des psychologies ainsi

que la nécessité d'accepter une communauté humaine, pleinement pluri-ethnique à terme. Le monde mélanésien a découvert ses problèmes de développement et du fait du véritable télescopage spatio-temporel qui en a résulté, a pris conscience de son aliénation culturelle et économique, et de son poids dans la Nouvelle-Calédonie de demain. Aujourd'hui enfin, on peut dire qu'a commencé ici le désenclavement des hommes et des mentalités, l'apprentissage de la vie, des progrès et des réalités propres à l'économie industrielle dans laquelle le territoire se trouve maintenant placé : l'importance accordée à un habitat correct, le rôle pris par les communications et les télécommunications (de même que par la Télévision), le goût nouveau pour les déplacements extérieurs, le souci d'une meilleure éducation (secteur trop longtemps négligé) témoignent d'un changement positif voire d'une résolution des esprits dont on mesure mal encore l'importance future.

Il apparaît ainsi que le boom du Nickel a atteint des résultats économiques très brillants entre 1969 et 1971 à cause d'abord de la flambée des cours mondiaux sur les matières premières, de la dévaluation du dollar et du fait d'une haute conjoncture économique internationale. Ces plus-values inespérées ont porté très haut certaines ambitions et ont fait prophétiser à certains responsables une "Calédonie produisant 200.000 t. de Nickel usiné et n'ayant plus assez de minerai à exporter à l'état brut au Japon ! "Le retour à une situation plus normale, accompagnée d'un effondrement de certains chiffres d'affaires très artificiels donne une leçon de modération et de prudence à ces augures ; elle laisse une rancœur compréhensible à ceux qui ont investi en fonction d'une haute conjoncture. Le rôle à venir des Pouvoirs Publics et des autorités concernées devrait être l'assainissement des situations hyper-spéculatives constatées au point de vue foncier, commercial et des Services, qui aujourd'hui jouent un rôle dissuasif au niveau des investissements nouveaux qui seraient indispensables pour l'équilibre économique et social du Territoire.

Nouméa - 1976

J.C. ROUX

Géographe

BIBLIOGRAPHIE

BLAIN - Rapport sénatorial n° 272 - Paris 29/4/76

Centre de Productivité Industrielle : Note de conjoncture n° 38
Janvier 1976. L'année économique 1978 en Nouvelle-Calédonie
1975

Inspection du Travail : Situation de la Main-d'Oeuvre salariée en
Septembre 1975 - Nouméa 1976.

Institut d'Emission d'Outre-Mer - Rapport d'activité 1974 - 1976.

ROUX J.C. - Bilans et perspectives de l'économie rurale de la Nouvelle-
Calédonie (un siècle d'expériences contrariées) - ronéo
ORSTOM, 1976, publié par le Centre de Productivité Indus-
trielle de Nouméa - Juin 1977.

Service de la Statistique : Résultats statistiques du recensement général
de la population de Nouvelle-Calédonie 1976.
Annuaire statistique de la Nouvelle-Calédonie 1976.